

ÉCONOMIE | CHRONIQUE

Une étrange « bidenmania »



par Stéphane Lauer

George Washington avait énoncé cette belle et juste idée : « La nation qui se livre à des sentiments d'amour ou de haine envers une autre devient en quelque sorte esclave. Elle est esclave de sa haine ou de son amour », écrit Alexis de Tocqueville dans *De la démocratie en Amérique*.

La maxime tirée du « testament » du premier président des Etats-Unis trouve aujourd'hui une certaine résonance avec l'attitude d'une partie de la gauche française, prise soudainement de « bidenmania ». Après avoir volontiers versé dans un antiaméricanisme viscéral, elle tombe en pâmoison devant l'actuel locataire de la Maison Blanche, Joe Biden, qui serait devenu la boussole de toute politique fiscale, budgétaire, voire environnementale.

Florilège : « *L'épidémie que Macron redoute le plus : la bidenite. "Taxer les riches et les multinationales." Et si ce virus traversait l'Atlantique ?* », s'interroge le député (La France insoumise, LFI) de la Somme François Ruffin. « *Je suis Biden plutôt que Macron* », fanfaronne le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure. « *J'ai l'impression que Joe Biden a pris sa carte au Parti communiste* », ose Fabien Roussel, le candidat du PCF à la présidentielle de 2022. Quant à Yannick Jadot, l'eurodéputé Europe Ecologie-Les Verts, il déclarait, le 29 mars : « *Moi, je suis pour la sortie du nucléaire, à 100 % (...). Soyons dans le camp de Biden (...) et pas dans celui d'un conservatisme terriblement dangereux.* »

L'amour rend aveugle

Cet unanimisme est touchant, mais il se nourrit de beaucoup d'approximations, voire d'une méconnaissance des Etats-Unis. L'amour rend bien aveugle. Le constat fonctionne aussi lorsqu'il s'agit de prendre ses distances avec l'Oncle Sam. En témoigne la récente prise de parole d'Anne Hidalgo dans *Le Journal du dimanche* sur son éventuelle candidature à la présidentielle de 2022. « *Je ne suis pas favorable à une primaire. Une primaire à l'américaine s'adresse à tout le corps électoral. En France, ce n'est pas la même logique : elle mobilise surtout les militants ou les sympathisants.* » Bref, comme... aux Etats-Unis, où, dans une majorité d'Etats, seuls les électeurs inscrits comme affiliés à un parti ont le droit de participer à la désignation du candidat qui représentera leur camp.

Pas de chance non plus pour M. Jadot, car M. Biden n'est pas le militant antinucléaire qu'il idéalise. Cette énergie, neutre sur le plan des émissions de carbone, est l'un des leviers que les Etats-Unis comptent actionner pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat qu'ils viennent de réintégrer.

Le bal des illusions est encore plus flagrant à propos de la fiscalité. « *Il est temps que les très riches et les grandes entreprises commencent à payer leur juste part* », affirme M. Biden pour promouvoir les plans d'investissement colossaux qu'il propose au Congrès. Si spectaculaire que soit le revirement aux Etats-Unis après quarante ans de libéralisme économique, n'en déplaise à François Ruffin, l'Hexagone a contracté depuis longtemps la « *bidenite* ». Dans cette France « ultralibérale », qu'il critique à longueur de temps, le taux marginal de l'impôt sur le revenu est déjà de 5 points supérieur à celui que propose d'instaurer M. Biden et le revenu fiscal de référence à partir duquel ce taux s'applique est inférieur de moitié. En appelant à imiter les Etats-Unis, LFI risque surtout de devenir le « parti des riches ».

Quant à l'impôt sur les sociétés (IS), la nouvelle coqueluche américaine de la gauche propose de le remonter à 28 %, un taux équivalent à celui en vigueur en France. Fabien Roussel peut avoir l'impression que M. Biden a pris sa carte au PCF, c'est surtout ce dernier qui a bien changé. A la fin des années 1980, imagine-t-on l'ex-premier secrétaire Georges Marchais appeler Ronald Reagan à rejoindre le Parti, sous prétexte que l'IS aux Etats-Unis était alors à 34 % ? Relativisme, quand tu nous tiens.

Il faut bien évidemment se réjouir du virage social et fiscal négocié par Joe Biden. Les baisses d'impôts décidées par son prédécesseur, Donald Trump, non seulement confinaient à l'obscurité sur le plan moral, mais elles n'ont pas été non plus capables de démontrer leur utilité macroéconomique. Les effets sur l'investissement des entreprises n'ont pas été au rendez-vous. En revanche, les inégalités n'ont jamais été aussi importantes. Les 400 Américains les plus riches, qui bénéficient d'un taux de prélèvement inférieur à celui appliqué aux autres catégories de contribuables, détiennent aujourd'hui 19 % du PIB des Etats-Unis, contre 7 % en 2010.

Comme le notent Patrick Artus et Marie-Paule Virard dans leur dernier livre, *La Dernière Chance du capitalisme* (Odile Jacob, 240 p., 20,90 €), le néolibéralisme triomphant a fini par sombrer dans une caricature qui menace la cohésion de nos sociétés démocratiques. Il n'y a qu'une poignée de partisans ivres de la détestation de l'Etat-providence pour ne pas se rendre compte qu'un retour de balancier s'imposait aux Etats-Unis.

La fascination à gauche pour Biden n'en est pas moins étrange. La France, qui dispose de l'un des systèmes les plus redistributifs au monde grâce à un taux de fiscalité élevé, n'a pas à s'inspirer des Etats-Unis. Ceux-ci ne font que se mettre à niveau dans ce domaine. Plutôt que de réclamer dans un réflexe pavlovien de nouvelles hausses d'impôts, peut-être est-il temps de nous interroger sur la façon de dépenser l'argent public.

De la même façon, ceux qui sont ébahis par les montants des plans de relance américains par rapport aux efforts déployés par la France comparent des choux avec des carottes. « *Les trois plans Biden sont en partie consacrés à remédier à des déficiences proprement américaines en matière de protection sociale, d'accès à l'éducation et d'infrastructures, et ne nous paraissent pas nécessaires pour la France* », rappellent les économistes Olivier Blanchard et Jean Pisani-Ferry dans une note publiée par le Groupe d'études géopolitiques.

Pour une fois, c'est l'Amérique qui s'inspire du modèle européen. Ne soyons pas esclaves d'une bidenmania, qui est surtout révélatrice du vide programmatique qui domine, à un an de la présidentielle française.